

Cérémonie de lancement des Journées Scientifiques de la Cour Suprême en Mauritanie

(Cour Suprême, Nouakchott, le 26 Mai 2015)

Allocution du Représentant du PNUD, *M. Souleman Boukar, Economiste principal*

Monsieur le Président de la Cour Suprême,

Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,

Monsieur le Président de la Cour des Comptes,

Monsieur le Procureur Général de la République,

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,

Monsieur le Secrétaire Général du Ministre de la Justice,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires au Développement,

Mesdames et Messieurs les membres de la famille judiciaire Mauritanienne,

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se réjouit de la tenue des journées scientifiques organisées par la Cour Suprême dans le cadre des appuis du projet : « Consolidation de la Paix, Sécurité et Justice en Mauritanie » financé par le Japon et mis en œuvre par le PNUD.

Permettez-moi à cet effet de remercier et féliciter la Cour Suprême pour l'organisation de cette manifestation qui témoigne du dynamisme de cette institution de la République, ainsi que de la franche collaboration et de la qualité du partenariat qu'elle entretient avec tous les acteurs juridiques et institutionnels.

Comme vous le savez, la cour suprême constitue l'instance suprême dans la hiérarchie judiciaire en Mauritanie. Ainsi, elle statue sur les pourvois en cassation formés contre les jugements en dernier ressort rendus par les juridictions de l'ordre judiciaire. Elle joue également un rôle de conseiller juridique du Gouvernement qui peut l'inviter à donner son avis sur les projets de textes législatifs ou réglementaires et sur toutes autres questions pour lesquelles son intervention est prévue par une disposition législative ou réglementaire expresse.

En cela, elle cadre avec les principes et fondements des Nations Unies qui attachent un intérêt particulier à la promotion de l'état de droit, régi notamment par les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme.

A cet effet, les Nations Unies aident les pays à disposer d'un environnement favorable à l'état de droit. Celui-ci comprend, entre autres, un cadre juridique clair et cohérent, des institutions solides, ainsi qu'un secteur public et une société civile qui contribuent au renforcement de l'état de droit et des institutions. Cet ensemble permet de créer une société où chacun se sent en sécurité, où les différends sont réglés de manière pacifique, où un recours est possible pour tout préjudice subi et où tout contrevenant, y compris l'État lui-même, doit répondre de ses actes.

Monsieur le Président de la Cour Suprême,

Honorables invités, Mesdames et messieurs,

La Cour suprême assume une partie de cette charge de responsabilité pour les valeurs de l'Etat de droit. Par conséquent, elle doit développer les techniques et méthodes pour moderniser son outil de travail, afin d'assurer une réponse effective dans un délai rapide. Elle devra également se doter de compétences pour faire face aux défis liés aux nouveaux crimes dus au développement du terrorisme et du blanchiment d'argent, ainsi qu'à la lutte contre la corruption.

C'est pourquoi, le PNUD, conformément aux orientations de son plan stratégique et au contenu de son Programme de coopération avec la Mauritanie, a répondu favorablement à la sollicitation la Cour Suprême pour l'appui au renforcement de ses capacités, au développement et à la modernisation de ses outils de travail.

Cet appui, réalisé dans le cadre du projet « Consolidation, de la paix, sécurité et justice en Mauritanie », a permis notamment la mise en place d'une application de gestion des dossiers avec une possibilité de consultation en ligne çà travers le site web de la Cour Suprême. Elle permet aux usagers et aux avocats en charge des dossiers d'avoir accès à l'information en temps opportun.

L'appui du PNUD a également permis la mise en place d'une base de gestion des arrêts de la Cour Suprême à partir de 2010, l'équipement et l'aménagement du centre de documentation de la Cour Suprême, ainsi que l'élaboration d'un plan de formation du personnel de la Cour Suprême.

Monsieur le Président de la Cour Suprême,

Honorables Invités, Mesdames et Messieurs,

Je suis persuadé que l'organisation de ces journées scientifiques va permettre aux différents acteurs de la famille judiciaire de discuter et d'échanger sur les problématiques choisies, afin de sortir avec des propositions concrètes visant le renforcement de l'état de droit en Mauritanie.

Je voudrais ici réitérer l'engagement du Bureau du PNUD à ne ménager aucun effort pour apporter son soutien à tous les efforts pour appuyer l'ancrage de l'Etat de droit en Mauritanie.

Je vous remercie de votre attention.